***Commission Technique des négociations de l’Accord de Partenariat Volontaire entre la République Démocratique du Congo et l’Union Européenne dans le cadre du Plan d’Action FLEGT***

**Grille de légalité de l’exploitation artisanale du bois d’œuvre**

***(Exploitation 2ème Catégorie)***

**VADE-MECUM**

|  |
| --- |
| **Principe 1 : Détention de la qualité d’exploitant forestier artisanal de deuxième catégorie** |
| **Moyens de Vérification** |
| 1. Autorisation d’ouverture d’activité économique et commerciale 2. Patente ou Registre de Commerce et de Crédit Mobilier (RCCM) 3. Certificat d’agrément 4. Statuts notariés mentionnant l’exploitation forestière comme activité principale |

|  |
| --- |
| **Principe 2 : Détention des droits d’accès légaux aux ressources forestières valorisées** |
| **Moyens de vérification** |
| 1. Arrêté de création de l’UFA 2. Arrêté portant attribution des coupes de bois d’œuvre dans une UFA 3. Plan d’aménagement forestier de l’UFA 4. Formulaire ad hoc fourni par l’administration en charge des forêts, dûment rempli. 5. Copie certifiée conforme de l’arrêté du gouverneur de province portant attribution des coupes d’œuvre dans une UFA. 6. Acte d’engagement du requérant relatif à la réalisation des infrastructures socioéconomiques au profit de CL riveraines de l’UFA concernée et indiquant la hauteur des sommes dues à cette fin 7. Avis favorable émis et notifié au requérant. 8. Preuve de paiement de la taxe de délivrance de permis de coupe 9. Permis de coupe artisanale 10. Certificat d’agrément 11. Copie certifiée conforme de l’arrêté du gouverneur de province portant attribution des coupes de bois d’œuvre dans une UFA. |

|  |
| --- |
| **Principe 3 : Respect des conditions légales relatives au travail et des droits des communautés locales et/ou des peuples autochtones** |
| **Moyens de vérification** |
| * **Droits individuels** |
| 1. Preuve de l’âge du travailleur attestée par l’un des documents ci-après :  * Extrait d’Acte de naissance, Acte de notoriété homologué, Certificat médical d’approximation d’âge, Jugement supplétif du Tribunal de paix ou Tribunal pour enfants  1. Dérogation attestée par l’un des documents ci-après :  * Ordonnance accordant dérogation Expresse, après avis psycho-médical d’un expert et de l’inspecteur du travail * Jugement levant l’opposition de l’inspecteur du travail et de l’autorité parentale ou tutélaire  1. Certificat médical d’aptitude physique 2. Preuve de la nationalité attestée par l’un des documents ci-après :  * Certificat de nationalité, Extrait d’acte de naissance, Jugement supplétif, Carte d’électeur, Passeport national  1. Carte et visa d’établissement de travail pour étranger 2. Contrat de travail visé par l’ONEM 3. Livre de paie ou fichier informatisé plus décompte écrit de la rémunération payée 4. Rapport annuel du comité hygiène et sécurité 5. Certificat d’affiliation de l’entité à la CNSS 6. Carte de sécurité sociale des travailleurs 7. Rapport de l’inspecteur du travail 8. Numéro d’affiliation à l’INPP 9. Documents de fin de formation ou de perfectionnement |
| * **Droits collectifs** |
| 1. PV des opérations de vote, de dépouillement et de répartition des sièges de la délégation syndicale ou de la représentation des travailleurs 2. Règlement intérieur homologué de la délégation syndicale ou de la représentation des travailleurs 3. PV des réunions syndicales ou de la représentation des Travailleurs 4. Convention collective ou protocole d’accord visé, déposé au greffe du travail compétent et publié au Journal officiel, le cas échéant 5. Règlement d’entreprise visé par l’Inspecteur du travail 6. Convention signée entre l’Employeur et une formation médicale, le cas échéant 7. Rapport de l’Inspecteur ou du Contrôleur du travail assermenté concernant le respect des mesures spécifiques de protection des travailleurs 8. Déclaration mensuelle unique 9. Quittance de paiement unique |
| * **Droits des communautés locales et/ou peuples autochtones** |
| 1. Acte d’engagement du requérant relatif à la réalisation des infrastructures socio-économiques au profit des communautés locales riveraines de l’UFA 2. Déclaration d’embauche à l’inspection du travail et au bureau provincial de l’ONEM 3. Déclaration annuelle de la situation de la main d’œuvre 4. Document attestant un accord à l’amiable (Preuve d’exécution) ou Décision de la Commission de règlement des différends forestiers ou Décision de justice |

|  |
| --- |
| **Principe 4 : Respect de la législation en matière de la protection de l’environnement et de la conservation de la diversité biologique, d’aménagement, d’exploitation forestière et de transformation du bois** |
| **Moyens de vérification** |
| * **Environnement et conservation de la diversité biologique** |
| 1. Plan d’urgence 2. Rapport d’évaluation précise après la coupe et la communication des résultats à l'administration chargée de la gestion forestière |
| * **Aménagement** |
| 1. Plan de gestion quinquennal 2. Plan annuel d’opérations forestières 3. Rapports d’évaluation de la mise en œuvre du plan d’aménagement : Rapport annuel d’opérations forestières, Rapport quinquennal de gestion forestière, Rapport d’évaluation finale de la mise en œuvre du plan d’aménagements |
| * **Exploitation forestière** |
| 1. Permis de coupe artisanal 2. Carnet de chantier 3. Modèle de marteau déposé et enregistré 4. Etiquette codes-barres 5. Déclarations trimestrielles de production de bois d’œuvre produits |
| * **Transformation** |
| 1. Permis d’exploitation d’une unité de transformation 2. Rapport trimestriel de déclaration de production, transformation et commercialisation du bois |

|  |
| --- |
| **Principe 5 : Respect de la législation en matière de transport et de commercialisation du bois** |
| **Moyens de vérification** |
| * **Transport** |
| 1. Bordereau de circulation + liste de colisage visé par l’administration locale chargée des forêts 2. Quittance de paiement des frais de scannage, le cas échéant |
| * **Commercialisation** |
| 1. Lettre attribuant le Numéro d’Identification Nationale 2. Lettre d’attribution du numéro impôt ou badge pour les personnes physiques Bois marqués 3. Etiquette codes-barres fournie par le PCPCB (Grumes et sciages) 4. Accusé de réception de la déclaration de transaction de bois d’œuvre 5. Contrat de vente validé 6. Facture commerciale 7. Permis d’exportation CITES, le cas échéant 8. Certificat phytosanitaire et certificat d’origine 9. Bordereau d’empotage ou d’envoi en conventionnel 10. Rapport du lot prêt à exporter 11. Déclaration d’exportation (Licence modèle EB) 12. Déclaration de marchandises en douanes 13. Certificat de vérification à l’exportation et à l’embarquement (CVEE) 14. Arrêté d’agrément au Code des investissements, le cas échéant |

|  |
| --- |
| **Principe 6 : Respect des obligations en matières économique et fiscale** |
| **Moyens de Vérification** |
| * **Enregistrement auprès des administrations concernées** |
| 1. Lettre attribuant le Numéro d’Identification Nationale 2. Lettre d’attribution du numéro impôt ou badge pour les personnes physiques |
| * **Paiement impôts, taxes et redevances** |
| 1. Déclaration des revenus 2. Quittance attestant le paiement de l’impôt sur les bénéfices et profits (IBP) 3. Déclaration de salaires des employés 4. Quittance attestant le paiement de l’impôt Professionnel sur les Rémunérations (IPR) 5. Déclaration des revenus mobiliers 6. Quittance attestant le paiement de l’impôt mobilier 7. Déclaration de l’intéressé ou de l’entité sur ses assujettis expatriés (IERE) 8. Quittance attestant le paiement de l’IERE 9. Note de débit sur la taxe d’agrément 10. Attestation bancaire de paiement de la taxe d’agrément 11. Note de débit de la taxe d’abattage 12. Attestation bancaire de paiement de la taxe d’abattage 13. Quittance de paiement de la taxe d’abattage 14. Attestation bancaire de paiement de :     * Redevance de superficie ;     * Permis de coupe de bois d’œuvre ;     * Taxe d’implantation d’une installation classée ;     * Taxe rémunératoire annuelle ;     * Taxe phytosanitaire et certificat d’origine ;     * Permis CITES, le cas échéant. 15. Bulletin de liquidation de la DGDA pour paiement :     * Taxe de reboisement ;     * Droits de sortie du bois. 16. Quittance de paiement du lot prêt à Exporter 17. Attestation de paiement de la licence modèle EB |